

« Tendances »

Israël, principale référence de la politique des États-Unis au Proche-Orient

Le discours très attendu de Barack Obama définissant la politique de son administration au Proche-Orient et en Afrique du Nord après « le printemps arabe » a apporté des nouveautés en terme de communication, mais aucune sur le fond. Israël reste la référence centrale. Pendant ce temps, l'ampleur de la mobilisation non-violente des réfugiés palestiniens, toutes générations confondues, pour la célébration de la Nakba, a pris de court tous les responsables politiques de la région. Elle s'est malheureusement terminée par un carnage sous les balles israéliennes.

24 MAI 2011

Depuis
Beyrouth
(Liban)Pays
■ Palestine/Israël
● Liban

Les membres de l'équipe de Sécurité nationale des États-Unis écoutent le discours du président Obama définissant sa politique au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

La tendance générale**Éditorial : Israël, principale référence de la politique des États-Unis au Proche-Orient**

Dans son **discours prononcé le 19 mai**, le président états-unien Barack Obama a fait preuve d'un ferme engagement à préserver la sécurité d'Israël et à l'aider à se faire reconnaître comme État juif, bâti sur l'épuration ethnique, la ségrégation raciale et la liquidation du droit des Palestiniens à revenir sur leur terre.

M. Obama a été très franc en réaffirmant l'attachement de son pays à son hégémonie économique au Proche-Orient. Il faisait allusion à la domination des États-Unis sur les puits de pétrole et les voies d'acheminement du brut, qui occupe depuis des décennies le cœur de la stratégie US. De même que le président états-unien a été clair lorsqu'il a considéré qu'Israël restait la principale référence de la politique de Washington. Il a d'ailleurs consacré une bonne partie de son discours à la nécessité de reconnaître Israël en tant qu'État juif, et a évoqué la naissance d'une entité palestinienne —serait-ce vraiment un État ?— placée sous tutelle israélo-américaine, sans souveraineté réelle, démilitarisée, qui enterrerait définitivement le droit au retour des réfugiés, pourtant consacré par la **résolution 194 des Nations unies**, et officialiserait le concept d'échange de territoires.

Israël est donc la référence. La preuve en est venue quelque 24 heures plus tard, lorsque Barack Obama, pendant sa rencontre avec Benjamin Netanyahu, a réduit le débat public déclenché par le Premier ministre israélien autour du discours du président, à des divergences linguistiques portant sur les termes utilisés. Cette reculade signifie que Washington cèdera une nouvelle fois aux pressions de l'État hébreu et videra de son sens le discours présidentiel, notamment en ce qui concerne les lignes de 1967, bien qu'Obama ait clairement parlé d'échange de territoires dans le but de placer sous souveraineté d'Israël les colonies juives, qui grignotent quelque 40 % de la Cisjordanie.

La sécurité et l'hégémonie d'Israël constituent la référence de la

politique des États-Unis et de leurs alliés arabes au Proche-Orient. Washington, qui conduit une guerre contre la Libye et orchestre une campagne internationale pour isoler la Syrie, veut établir un nouveau Proche-Orient entièrement soumis à l'hégémonie israélienne. Pour garantir le succès de ce plan, il exerce des pressions économiques et politiques sur la nouvelle direction égyptienne afin d'enfermer le pays des pharaons dans le carcan des accords de Camp David, et a apporté sa protection aux États du Golfe pour que le pétrole continue de couler, autorisant les pétromonarchies à écraser la révolution bahreïnienne.

Tant que les États-Unis et l'Occident définiront leurs politiques à travers le prisme israélien et feront passer en priorité les intérêts de l'État hébreu, le conflit se renouvellera au Proche-Orient.

Avant d'entrer en campagne électorale pour un second mandat à l'automne prochain, Barack Obama veut apporter toutes sortes de garanties et un soutien illimité à Israël. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les tentatives d'isolement du président syrien Bachar el-Assad, car sans affaiblissement de la Syrie, il sera difficile d'imposer une « paix » qui braderait les droits fondamentaux des Palestiniens.

La tendance dans le monde arabe

Éditorial : Le droit au retour après la chute de l'illusion des deux États

Israël, qui veut s'imposer comme un État juif, a pratiquement achevé de saper les fondements de la solution des deux États après avoir transformé une grande partie de la Cisjordanie en colonies juives et avalé la quasi-totalité de Jérusalem.

L'État palestinien auquel Barack Obama a appelé est rejeté par Israël dont la priorité actuelle est d'accélérer le nettoyage ethnique qui ne peut réussir avec l'existence d'un État palestinien. Et même si le président US a voulu donner l'impression, dans son discours, que l'option des deux États, israélien et palestinien, reste une priorité de sa diplomatie, il a annoncé que son pays s'opposerait catégoriquement à toute tentative de proclamer unilatéralement un État palestinien qui serait reconnu par les Nations unies. Pour lui, il s'agit là d'une tentative d'isolement « symbolique » d'Israël à l'Onu, à laquelle Washington s'opposerait avec la plus grande fermeté. Les alliés des États-Unis ont été informés de cette décision.

Devant ces réalités, il ne reste plus aux Palestiniens, pour récupérer leurs droits spoliés, que la voie de la résistance et leur attachement au droit au retour des réfugiés.

L'**intifada du 15 mai**, qui a ouvert une brèche énorme dans le mur de la sécurité israélienne, a mis en évidence des facteurs qui vont avoir une influence décisive sur la lutte des Palestiniens dans la période à venir.

D'abord, la diaspora palestinienne, ignorée et mise à l'écart pendant des décennies, est bien présente dans l'équation. Elle est disposée à consentir d'immenses sacrifices pour défendre le droit au retour. La troisième génération de réfugiés a prouvé qu'elle restait attachée à sa terre et aux constantes de la lutte nationale des Palestiniens, 63 ans après l'exode et 20 ans après les accords d'Oslo. Depuis l'assassinat de Yasser Arafat, une prise de conscience a eu lieu chez les Palestiniens qui sont désormais convaincus que les lobbys sionistes contrôlent les processus de prises de décision aux États-Unis et en Occident, et que seule la résistance est susceptible de les aider à récupérer leurs droits.

Ensuite, cette nouvelle génération de jeunes militants, qui sont nés dans les camps de l'exode, a montré qu'elle est aussi déterminé que la génération des fédajins des années 60 et 70 du siècle dernier. Le jeune palestinien de Syrie, Hassan Hijazi, qui a déjoué la vigilance des Israéliens pour se faufiler de Majdal Chams jusqu'à Tel-Aviv, avant d'être remis à la Croix-Rouge, est devenu le symbole de cette jeunesse déterminée à revenir sur la terre des ancêtres.

La marche du retour du 15 mai est le moment fondateur d'une

nouvelle phase de la lutte des Palestiniens. Elle jette les bases d'un mouvement populaire qui a fixé un autre rendez-vous avec l'histoire pour une nouvelle marche, le 5 juin, à l'occasion de la guerre des Six-jours de 1967, au cours de laquelle Israël a occupé la Cisjordanie, Jérusalem et le Golan.

Déclarations et prises de positions

Barack Obama, président des États-Unis

Extraits du discours prononcé le 19 mai

« Les révoltes qui se déroulent dans le monde arabe montrent que les politiques de répression seront vaines tant que les peuples réclament la liberté et la démocratie. Je promets un changement d'approche des États-Unis à l'égard de la région et une aide économique aux pays s'engageant vers la démocratie.

Le peuple syrien a donné la preuve de son courage en exigeant une transition vers la démocratie. Le président Assad est maintenant face à un choix : il peut diriger la transition ou s'écarter. Le gouvernement syrien doit cesser d'ouvrir le feu sur les manifestants et autoriser les protestations pacifiques ; il doit libérer les prisonniers politiques et mettre fin aux arrestations injustes ; il doit autoriser l'accès des observateurs des droits de l'homme aux villes telles que Daraa ; et il doit engager un dialogue sérieux pour faire avancer une transition démocratique. Faute de quoi, le président Assad et son régime continueront d'être contestés de l'intérieur et isolés à l'étranger (...).

Le Bahreïn est un partenaire de longue date, et nous sommes acquis à sa sécurité. Nous sommes conscients que l'Iran a tenté de tirer parti du mouvement de contestation dans ce pays et que le gouvernement bahreïnien a un intérêt légitime dans l'État de droit. Néanmoins, nous avons insisté à la fois en public et en privé sur le fait que les arrestations en masse et la force brute ne cadraient pas avec les droits universels des citoyens bahreïniens et que de telles mesures ne feraient pas disparaître les appels légitimes à la réforme (...).

Nous pensons que les frontières d'Israël et de la Palestine doivent se baser sur les lignes de démarcation de 1967 dans le cadre d'échanges mutuellement agréés, de façon à ce que des frontières sûres et reconnues soient établies pour les deux États. Le peuple palestinien doit avoir le droit de se gouverner et d'atteindre son plein potentiel à l'intérieur d'un État souverain et contigu (...). Le retrait complet, par étapes, des forces militaires israéliennes doit être coordonné avec la prise de responsabilité par la Palestine de la sécurité dans un État souverain, non militarisé. La durée de cette période de transition doit être convenue, et l'efficacité des arrangements sécuritaires doit être démontrée (...).

Quant à Israël, notre amitié est profondément enracinée dans une histoire et dans des valeurs partagées. Notre engagement envers la sécurité d'Israël est inébranlable. Nous nous opposerons à toutes les tentatives en vue d'en faire la cible de critiques au sein des instances internationales. »

Mohammad Rida Chibani, vice-ministre iranien des Affaires étrangères

« Nous espérons que le nouveau gouvernement sera formé rapidement pour suivre les développements dans la région et satisfaire les revendications des Libanais. Aucune force étrangère n'a le droit de s'ingérer dans les affaires libanaises internes. Mais sur le principe, l'Iran pense que la formation du cabinet aidera le Liban au plus haut point à traverser l'étape actuelle (...) Nous dénonçons la politique des deux poids deux mesures des États-Unis qui encourage l'ingérence militaire étrangère pour écraser l'opposition dans certains pays [allusion à Bahreïn, ndr]. Les États-Unis et l'Occident ont subi une défaite politique cuisante dans la région, d'où leur embarras par rapport à la situation actuelle. Ce n'est pas vrai que nous avons planifié notre visite à Beyrouth afin qu'elle coïncide (avec celle de Jeffrey Feltman, secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, ndr). Il faut plutôt se demander si ce n'est pas l'inverse qui s'est produit (...) Les

révoltes arabes sont en train de saper l'influence états-unienne et sioniste dans la région. Les cris des États-uniens sont ceux d'un joueur qui a tout perdu sur la table de poker. »

Mohammad Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

« Les États-uniens ont senti le véritable danger provenant de la détermination des civils palestiniens désarmés, qui se sont précipités vers la zone frontalière, près de la ligne bleue. C'est cet enthousiasme qui a poussé Jeffrey Feltman à venir au Liban, pour préserver la sécurité d'Israël. Les politiques hégémoniques US sont axées sur la sécurité d'Israël et sur les relations des Arabes avec l'entité sioniste. Les forces et les pays résistants sont punis car ils ont refusé les compromis humiliant avec l'ennemi israélien. »

Fouad Siniora, ancien Premier ministre, allié des États-Unis

« Jeffrey Feltman a exprimé durant sa visite au Liban la position états-unienne sur l'engagement à la souveraineté, la liberté, la justice et la démocratie au Liban et son soutien au Tribunal spécial pour le Liban. Le récent discours du président Obama a provoqué une certaine déception, concernant surtout le conflit israélo-arabe. Ce discours a omis de proposer un processus pour établir une solution juste et permanente au conflit israélo-arabe et à la cause palestinienne, cause centrale de la région. Les questions du droit au retour et de Jérusalem étaient absentes du discours. »

Hussein Hajj Hassan, ministre de l'Agriculture, membre du Hezbollah

« Le discours de Barack Obama était axé sur la Syrie, dont le président appuie la Résistance au Liban et en Palestine, et n'a pas mentionné d'autres pays arabes où la liberté et la démocratie sont absentes. Obama fait face à ceux qui s'opposent à la politique de l'administration US et à ceux qui menacent la sécurité et l'hégémonie d'Israël. La discorde guette la région et des politiciens, des intellectuels, des hommes de religion et des journalistes y contribuent. Elle se fonde sur l'exacerbation du sectarisme et des dissensions confessionnelles et raciales. Elle est financée par l'administration US. Je m'adresse aux États-Unis pour leur dire que leur projet au Liban, en Palestine, en Irak, en Tunisie et en Égypte ne réussira pas et l'entité sioniste est condamnée à disparaître. »

Ahmad Fatfat, député membre du bloc Hariri

« Le député Michel Aoun n'est que le porte-parole du Hezbollah, satisfait de la non formation du cabinet car il croit au vide dans les institutions libanaises afin de les mener à l'échec, comme il l'a fait en entravant l'activité du parlement, en encerclant le Grand Sérail et en imposant le vide à la présidence de la République en 2008. Je dispose d'informations de parties au sein de la nouvelle majorité qui assurent que le Hezbollah entrave la formation du cabinet et qu'il incite le député Michel Aoun à adopter ses positions. Je ne crois pas qu'il y aura une intervention militaire syrienne au Liban, car ce sera une démarche folle qui suscitera d'importantes réactions libanaises arabes, et internationales. »

Omar Bakri, prédicateur islamiste sunnite

« La Résistance [le Hezbollah, ndr] doit soutenir le peuple syrien. Les jeunes sunnites à Tripoli bouillonnent et cherchent un moyen pour soutenir le peuple syrien. Nous n'écartons pas la possibilité que certains d'entre eux tentent bientôt d'entrer en territoire syrien pour venir en aide à leurs frères. Si la révolte se poursuit en Syrie, elle pourrait atteindre le Liban, plus particulièrement Tripoli. »

Presse

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 19 mai 2011)

Ali Hamadé

Après l'accession au pouvoir de Bachar el-Assad, Jacques Chirac a

entamé une période d'ouverture envers la Syrie. La prorogation du mandat d'Émile Lahoud et l'assassinat de Rafic Hariri ont mis un terme à cette ouverture, plongeant les relations franco-syriennes dans une période de froid et de rupture. Avec l'accession au pouvoir du président Nicolas Sarkozy, la France a de nouveau tenté l'ouverture envers Damas. La répression sanglante en Syrie a mis un terme à ces tentatives. Les relations franco-syriennes sont retournées quatre ans en arrière. L'Élysée revalorise aujourd'hui le rôle du ministère des Affaires étrangères sous la direction d'Alain Juppé, après avoir fermé toutes les antennes parallèles qui existaient, notamment à travers Claude Guéant, l'ancien conseiller présidentiel et actuel ministre de l'Intérieur, suite à un accord clair entre Juppé et Sarkozy.

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 21 mai 2011)

Le faux témoin syrien dans l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, Akram Chakib Mrad, a été livré à la justice de son pays. Après avoir purgé sa peine pour trafic de drogue à la prison de Roumié, Mrad a été remis par les autorités libanaises aux autorités judiciaires syriennes suivant des procédures très rapides. Cela reflète l'intérêt de la Syrie à vouloir récupérer Mrad pour le juger pour son faux témoignage auprès de la commission d'enquête internationale.

As Safir (20 mai 2011)

Barack Obama achète les révolutions arabes avec de l'argent et les confisque par la politique. Il s'agit d'un grand pas en arrière dans la définition des priorités du règlement palestinien.

Le discours de tutelle sur les révolutions arabes constitue une mesure préventive pour empêcher ces mouvements d'afficher dans un avenir proche leur hostilité à l'égard des États-Unis, l'allié traditionnel des dictatures arabes, ou pour empêcher l'arrivée au pouvoir des courants islamistes. Les doubles critères états-uniens vis-à-vis des révoltes dans les pays arabes sont frappants : parrainage des révolutions tunisienne et égyptienne par une sorte de nouveau plan Marshall, propos modérés sur les révolutions yéménite et bahreïnienne, violentes attaques contre la Syrie, silence sur la situation dans d'autres pays arabes comme l'Arabie saoudite.

Sur le dossier palestinien, Obama consacre pour la première fois l'idée d'un État juif. Il adopte le point de vue de Netanyahu et revient sur sa position précédente appelant au gel de la colonisation. Il ne propose aucun rôle états-unien de médiation ou de parrainage des négociations de paix, mais répète l'engagement US à l'égard des priorités fixées par Israël pour toutes négociations, à savoir la sécurité et les frontières, en reportant à une phase ultérieure les deux points les plus sensibles : Jérusalem et les réfugiés.

As Safir (19 mai 2011)

Nabil Haitham

La raison interne de l'impasse gouvernementale est que le président Michel Sleiman et le général Michel Aoun « ne s'acceptent pas ». La raison externe est une série de *veto* états-uniens qui posent des restrictions et des conditions à la formation du gouvernement.

Si le Hezbollah ne fait pas pression sur le chef du CPL, comme on le lui demande, c'est parce qu'il voit bien l'hypocrisie de ces demandes qui veulent montrer à l'opinion publique chrétienne qu'Aoun est sous la coupe du Hezbollah. De plus, le parti est convaincu que ce n'est pas Aoun qui entrave la formation du gouvernement : le chef du CPL a des revendications légitimes et il fait preuve de beaucoup de souplesse, contrairement à tout ce qui est dit sur le sujet, comme le montrent les nombreuses concessions faites par le CPL depuis la désignation de Najib Mikati.

Al Hayat (Quotidien saoudien édité à Londres, 20 mai 2011)

Ghassan Charbel

La teneur du discours d'Obama était prévisible. Le président

états-unien tente de mettre en place une politique qui parrainerait des révoltes arabes. Le plus dangereux c'est qu'Obama est capable de travailler avec l'Europe et de réguler les sensibilités russes et chinoises. C'est pourquoi les parties auxquelles il a adressé des messages doivent les prendre au sérieux. Il faut s'attendre à une exacerbation de la crise syro-américaine, ce qui créerait un foyer de tension extrêmement sensible au Proche-Orient, plus dangereux même que ce qui se passe en Libye ou au Yémen en raison de son impact potentiel sur l'ensemble de la région. Le discours d'Obama n'a réalisé aucune percée sur le plan du processus de paix.

Al Hayat (18 mai 2011)

Paris, Randa Takieddine

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a rencontré le chef du PSP Walid Joumblatt et le ministre sortant des Travaux Publics Ghazi Aridi au Quai D'Orsay. Joumblatt et Aridi avaient rencontré M. Jean-David Levitte, conseiller du président Sarkozy, et son adjoint pour les affaires du Proche-Orient, M. Nicolas Galey.

Selon des sources françaises, M. Juppé a réitéré devant M. Joumblatt la position française de soutien au Liban et à ses institutions. Il a par ailleurs affirmé que la France réalise que la situation en Syrie a un impact sur le Liban et que la France veut la stabilité du Liban. Dans le même temps, elle ne peut qu'être conséquente avec elle-même dans sa position sur la répression en Syrie. Elle œuvre donc pour arrêter cette répression, tout en étant soucieuse de la préservation de la stabilité au Liban.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité. 21 mai 2011)

Selon des visiteurs de Najib Mikati, le secrétaire d'État adjoint US pour les Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, n'a pas évoqué avec le Premier ministre désigné la formation du gouvernement au Liban, consacrant la plus grande partie de l'entretien à l'explication de l'initiative états-unienne concernant le conflit israélo-palestinien. M. Feltman a évoqué la situation dans la région après les révolutions, soulignant que « *le meilleur scénario pour la Syrie est de réaliser les réformes en présence du président Bachar Assad* ».

Le diplomate états-unien a évoqué avec son interlocuteur les derniers événements aux frontières du Sud dimanche 15 mai, affirmant avoir reçu des informations sur l'entrée de dizaines de bus transportant des passagers syriens au Liban pour se rendre à Maroun el-Ras. M. Mikati a nié être au courant de ces informations. Il a expliqué à Feltman que les Palestiniens au Liban ont commencé à se préparer pour cette marche une semaine avant la date prévue, exprimant sa surprise à l'égard de la position de la Finul qui s'est contentée d'observer l'escalade israélienne sur la frontière.

Al Akhbar (20 mai 2011)

Fidaa Itani

L'ancien Premier ministre Fouad Siniora est probablement la seule personnalité du camp du 14-Mars à connaître la feuille de route occidentale. Ces derniers temps, plusieurs personnalités de cette coalition ont effectué des visites aux États-Unis et dans des pays de l'Union européenne. Elles ont proposé à leurs interlocuteurs l'intensification des pressions sur la Syrie, l'accroissement des sanctions, et le retrait des contingents européens de la Finul afin que la Syrie et le Hezbollah n'en fassent pas des otages et pour que l'Occident puisse agir en toute liberté sans penser à la sécurité de ses soldats au Liban. Les États-Unis ont transmis à ces personnalités un message important : il faut conserver trois ministères : la Justice, l'Intérieur et les Télécommunications. La perte de ces portefeuilles posera une difficulté pour le Tribunal Spécial pour le Liban (TSL).

Al Watan (quotidien syrien, 20 mai 2011)

Les mesures sécuritaires et militaires prises par l'Armée libanaise

dans les régions limitrophes aux frontières syriennes, notamment celles du Liban-Nord, constituent un message clair à certaines parties politiques qui ont tenté de profiter des événements qui ont lieu en Syrie pour assouvir une vengeance politique. Il existe une chambre d'opérations libano-arabe jouissant d'un soutien logistique illimité qui dirige la sale campagne médiatique et politique dans le cadre de la guerre politique, psychologique et médiatique menée contre la Syrie. Ayant son siège à Hambourg, en Allemagne, cette chambre est directement liée à un certain nombre des médias arabes et internationaux qui lui fournissent les vidéos préfabriquées, dont la dernière était celle évoquant la présence d'une fosse commune à Deraa.

Times Magazine (Hebdomadaire états-unien, 16 mai 2011)

Nicholas Blanford

Cinquante-mille Palestiniens ont été transportés par autobus à partir des camps de réfugiés libanais jusqu'à Maroun el-Ras. La participation massive a surpris les organisateurs. « Je m'attendais à 21 000 au plus. Nous avons manqué de bus pour transporter tout le monde », explique Mahmoud Zeidan, qui a organisé la manifestation à Ain al-Helwé. « Le camp semblait désert. Je ne l'avais pas vu aussi vide depuis l'invasion israélienne de 1982 ».

La route goudronnée menant à Maroun el-Ras étant bloquée par les bus, il fallait grimper les pentes abruptes du nord de la colline pour rejoindre le village. La foule était immense, bariolée de rouge, de vert et de noir. Fatiguées par le trajet, les grands-mères avaient le visage rouge. La grande majorité des participants à l'événement sont nés après 1948 et n'ont jamais vu leur pays d'origine. Sur une crête de la colline, s'étendent les collines boisées et les vergers de la Galilée occidentale.

L'atmosphère était gaie et amicale, ambiance pique-nique. Mais sur la frontière, la situation s'est rapidement tendue. 300 à 400 Palestiniens ont tenté de franchir les barbelés et ont commencé à lancer des pierres sur des soldats israéliens. Les troupes libanaises ont rapidement réagi. Les soldats se sont positionnés à environ 400 mètres de la frontière. Insuffisant. Les mitrailleuses israéliennes ont commencé à se faire entendre. Les blessés arrivent en flot continu. Ils sont transportés sur civière. Les ambulances ont été alertées. C'est le début de la journée la plus meurtrière au Sud-Liban depuis 2006.

Haaretz (Quotidien israélien-16 mai 2011)

Zvi Bar'el

Les affrontements frontaliers en Syrie et au Liban ne sont pas le début d'une troisième intifada. Il est trop facile de tracer une ligne reliant Téhéran, le plateau du Golan et Maroun el-Ras. Mais le fait que la frontière entre la Syrie et le plateau du Golan ait été pris d'assaut par les Palestiniens et qu'Israël ait ouvert le feu au Liban à autre chose qu'une provocation du Hezbollah n'est pas exactement ce pour quoi Bachar el-Assad ou Hassan Nasrallah avaient prié.

Certains disent que les événements de dimanche servent Assad en détournant l'attention des médias de la répression en cours sur son propre territoire, et en donnant des gages à l'Iran, qui fait pression contre Israël. Pourtant, la nouvelle la plus importante de la journée est que la Syrie a joué sa carte la plus stratégique sur le plateau du Golan.

La Syrie, qui a toujours pris soin d'éviter que son territoire devienne un champ de bataille du conflit israélo-arabe pour les puissances étrangères, devrait être très préoccupée par l'initiative palestinienne, qui pourrait bien avoir pris le régime par surprise. Des sources libanaises expliquent que les Syriens ont accepté que les Palestiniens manifestent, mais pas de violer la frontière.

Endiguer la résistance palestinienne aux frontières de façon à ne pas menacer la souveraineté syrienne et libanaise ou de provoquer une riposte violente d'Israël sont les principes susceptibles d'être les critères décisifs pour le rendez-vous de septembre – l'Autorité palestinienne compte demander à l'Onu la reconnaissance de leur État.

Yediot Aharonot (Quotidien israélien-16 mai 2011)

Bien que ce qui s'est passé à Majdal Chams sur les hauteurs du Golan et à Maroun el-Ras au Liban ne soit pas une résurgence des événements de 2000, de semblables leçons peuvent être tirées de ces deux incidents. Israël ne contrôle ni les événements, ni le temps. Un problème non résolu est source d'ennuis, et il explosera à un moment particulièrement douloureux. Les efforts visant à régler la question palestinienne, comme si elle était séparée de la question de la frontière nord, se sont révélés illusoires ; pour son propre intérêt, plus que comme un acte de miséricorde, Israël doit faire tout son possible pour résoudre l'imbroglio dans son ensemble.

À cet égard, le 15 mai 2011 restera comme une date représentative. Les manifestations populaires en Cisjordanie, à Jérusalem et sur la frontière de Gaza étaient attendus. L'armée israélienne s'attendait à ce que les principales manifestations aient lieu dans la région de Quneitra au Golan, et a été surprise lorsque des manifestants, apparemment avec le soutien du gouvernement syrien, ont choisi Majdal Chams.

Le président syrien Bachar el-Assad et le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah ont intérêt à maintenir une telle tension. Les manifestants palestiniens, libanais et syriens ont rodé leurs messages afin qu'ils soient envoyés à la figure du Premier ministre Benjamin Netanyahu et du président américain Barack Obama.

New York Times (quotidien états-unien, 20 mai 2011)

L'entreprise de sécurité privée Xe-Blackwater forme une armée secrète pour la répression des mouvements populaires aux Émirats arabes unis. L'ancien patron de Blackwater aurait été chargé de mettre en place une milice de 800 hommes, capables d'intervenir en cas d'éventuelle révolte dans le pays. Un groupe d'hommes est arrivé de Colombie en novembre 2010, se faisant passer pour des ouvriers du bâtiment. Pris en charge par les services de renseignement, les Colombiens ont été conduits dans un complexe militaire, dans le désert, où d'anciens GI's les avaient déjà précédés. Après les Colombiens, des mercenaires de plusieurs pays y ont débarqué, des Sud-africains, notamment. Les formateurs sont, principalement, états-uniens, mais il y a aussi des anciens de la Légion étrangère française et des opérations spéciales allemandes et britanniques. Cette milice aurait pour principal objectif d'intervenir en cas de révolte interne.

Le fondateur milliardaire de Blackwater serait arrivé à Abou Dhabi, il y a un an, après le démantèlement de la société. Erik Prince avait quitté son poste de directeur exécutif, en 2009, dans la foulée des controverses nées d'une série de bavures, par les agents de Blackwater, en Irak et en Afghanistan. Comptant 40000 employés et entrepreneurs, Blackwater assumait, depuis 2003, ce que l'on nommait la protection de la sécurité des employés américains en Irak. Après l'usage excessif de la force, notamment la fusillade meurtrière en 2007 qui a causé la mort de 17 civils à Bagdad, Blackwater a suscité un grand scandale et provoqué des protestations et critiques au niveau international, se heurtant ainsi à l'opposition du gouvernement irakien à la reconduction de son permis de travail en Irak. Elle a changé de nom pour s'appeler désormais la Société militaire privée Xe Services.

Événements**Iran**

Le ministère iranien du Renseignement a annoncé le démantèlement d'un important réseau d'espionnage et l'arrestation de 30 agents travaillant pour les États-Unis.

Dans un communiqué lu à la télévision d'État, le ministère du Renseignement a affirmé qu'un « réseau complexe d'espionnage et de sabotage lié à la CIA a été démantelé dans une opération à l'intérieur et à l'extérieur du pays », ajoutant que « les agents du ministère du Renseignement ont arrêté 30 des espions travaillant pour le compte des États-Unis ».

Russie

La Russie a expulsé l'attaché militaire de l'ambassade d'Israël à Moscou pour espionnage. Selon un communiqué conjoint de l'armée et du ministère de la Défense israélien, « l'attaché militaire et représentant du ministère de la défense à Moscou, le colonel de l'armée de l'air israélienne, Vadim Liederman, est rentré en Israël il y a quelques jours après avoir été interrogé par les autorités russes le suspectant d'espionnage, et sommé de quitter le pays immédiatement ». La fin de la mission de l'attaché militaire en Russie était prévue dans deux mois, ajoute le communiqué. Selon le quotidien *Haaretz*, l'arrestation a eu lieu le 12 mai dernier.

Le quotidien précise que cette affaire n'est pas la première du genre. Au début des années 1990, un agent du Mossad, Reuven Daniel, avait été appréhendé dans une station de métro à Moscou après avoir monnayé des images satellites à une firme qui appartenait au renseignement militaire russe.

voltaire sharethis



Source **New Orient News (Liban)**

Les articles de cet auteur 

Palestine/Israël

Liban